



# FOCUS

Intégration • Inclusion

Vol. 1 n° 7 • Hiver 2010

Vers une francophonie ontarienne accueillante et équitable

## 2 À propos de...

Un nouvel élan pour  
l'immigration  
francophone

## 3 Promotion, recrutement et accueil

Formation linguistique en  
français en Ontario

Programme d'intégration  
dans les écoles de langue  
française

CLIC en ligne

Du nouveau à Toronto :  
ateliers d'insertion  
économique

## 7 Collectivités francophones

Portrait statistique de la  
population immigrante de  
langue française

L'Ontario français : plus de  
400 ans d'histoire

## 10 Économie - Emploi - Reconnaissance

La Foire des 4 000  
emplois bilingues

Arrimage Emploi :  
nécessaire à l'intégration

## 13 Régionalisation

Nouvelles des Réseaux du  
Nord, de l'Est et du Centre-  
Sud-Ouest





## FOCUS Intégration • Inclusion

est diffusé au moins deux fois par année.  
Nous nous réservons le droit de modifier les textes soumis à des fins de publication pour des raisons de longueur et/ou de clarté.

Ce magazine provincial est réalisé et édité par  
**La Passerelle I.D.É.**



en collaboration avec la firme de  
communication



et financé par  
**Citoyenneté et Immigration Canada**  
Direction de l'établissement, Région de  
l'Ontario.



Citoyenneté et  
Immigration Canada    Citizenship and  
Immigration Canada

[www.cic.gc.ca](http://www.cic.gc.ca)

Pour réagir aux articles et pour offrir  
vos suggestions ou commentaires,  
communiquez avec nous par courriel à  
[leonie@passerelle-ide.com](mailto:leonie@passerelle-ide.com) ou par téléphone  
au 416-934-0588.

**La Passerelle I.D.É.** est un organisme à but  
non lucratif créé pour répondre aux besoins  
d'intégration et de développement économique  
des jeunes francophones provenant des  
diverses communautés culturelles du grand  
Toronto. Fondée en 1993, La Passerelle  
est reconnue au sein de la communauté  
francophone pour son leadership, son  
positionnement sur les enjeux et les dossiers  
touchant sa clientèle.

[www.passerelleide.com](http://www.passerelleide.com)

**Pour consulter les appels d'offres de  
Citoyenneté et Immigration Canada,**  
Direction de l'établissement, Région de  
l'Ontario : [www.etablissement.org](http://www.etablissement.org)

# À propos de...

## Un nouvel élan pour l'immigration francophone

Par : Darlyn Mentor, Directrice,  
Établissement et affaires intergouvernementales

Au cours des premiers mois de l'année  
2010-2011, Citoyenneté et Immigration Canada  
(CIC) a continué de mettre en place l'approche  
modernisée des programmes d'établissement.  
Cette nouvelle approche comporte plusieurs  
volets, notamment l'évaluation des besoins et  
l'aiguillage; l'information et la sensibilisation;  
le perfectionnement des connaissances  
linguistiques et des compétences; les services liés  
à l'employabilité; les liens avec la communauté; et  
les services de soutien.

À la suite du lancement d'un appel d'offres pour  
des programmes débutant en avril 2011, CIC  
a reçu plusieurs demandes de financement  
pour le développement de projets qui cadrent  
avec sa nouvelle approche. Pour chaque volet  
de la nouvelle programmation, une série de  
priorités a été établie; un certain nombre vise  
en particulier les communautés immigrantes  
francophones en situation minoritaire afin de  
mieux les desservir. Ces priorités incluent : le  
développement de stratégies de recrutement  
de travailleurs qualifiés et d'étudiants dans le  
but d'augmenter le pourcentage d'immigrants  
d'expression française au sein des communautés  
francophones; le développement de nouvelles  
initiatives favorisant l'intégration économique  
des nouveaux arrivants; des projets novateurs  
axés sur la création de partenariats sociaux visant  
les femmes, les aînés et les jeunes immigrants  
francophones; le développement de programmes  
d'appui aux réfugiés; la mise au point d'autres  
modèles de prestation de cours de langue et  
de perfectionnement de compétences. Les  
demandes de financement font présentement  
l'objet d'une évaluation par CIC.

Outre les importants changements apportés  
au niveau des programmes d'établissement,  
les derniers mois ont été consacrés à la mise  
en œuvre de plusieurs projets. Parmi ceux-ci :  
le développement des Cours de langue  
pour les immigrants au Canada (CLIC) en ligne  
pour les niveaux 5 à 7 et la diffusion des CLIC  
en ligne pour les niveaux 3 et 4; des ateliers de  
formation sur les compétences culturelles; un  
consortium économique pour les immigrants  
francophones à Toronto; le développement d'un  
cadre conceptuel pratique de perfectionnement  
professionnel destiné aux enseignants de français

langue seconde; l'intégration économique des  
immigrants francophones au sein des petites  
et moyennes entreprises et au moyen de l'auto-  
emploi; et des ateliers axés sur les besoins  
particuliers des jeunes.

Deux projets novateurs ont été mis sur pied afin  
de faciliter l'intégration économique et sociale des  
immigrants francophones.

### La bonne affaire

En avril 2010, le Réseau de développement  
économique et d'employabilité de l'Ontario  
(RDÉE Ontario) a lancé une importante opération  
provinciale de sensibilisation et d'intégration  
économique, intitulée *La bonne affaire*, pour aider  
les nouveaux arrivants francophones à se trouver  
un emploi et/ou à se lancer en affaires.

« Notre opération vise à favoriser un nouvel  
essor économique dans la province en mettant  
à profit le capital humain nouvellement arrivé et  
présentement sous-utilisé », de dire Nicole Sauvé,  
la directrice générale du RDÉE Ontario. Selon la  
présidente de l'Assemblée de la francophonie de  
l'Ontario (AFO), Mariette Carrier-Fraser, *La bonne  
affaire* permettra de tenir compte de la nouvelle  
démographie et de faire grandir la francophonie en  
Ontario.

*La bonne affaire* apporte des solutions aux  
défis économiques de la province qui touchent  
les immigrants francophones et les petites et  
moyennes entreprises (PME). Sur le marché des  
PME, l'initiative vise à identifier des entrepreneurs  
potentiels parmi les nouveaux arrivants, à  
les aider à préparer un plan d'affaires et à les  
accompagner dans leurs démarches. Sur le  
plan de l'employabilité, *La bonne affaire* a pour  
but de sensibiliser les nouveaux arrivants aux  
réalités du marché ontarien, de les former et de  
les appuyer dans le processus de recherche  
d'emploi. Les efforts déployés auprès des PME  
visent à sensibiliser les employeurs à l'importance  
d'embaucher des immigrants et à les appuyer au  
niveau du recrutement.

Sur le marché des PME, cette opération a réussi  
à rejoindre, à ce jour, quelque 250 entreprises;  
de plus, 14 partenariats ont été établis avec,  
notamment, la Chambre de commerce de l'Ontario,  
Metro News, Kelly Services, l'Hôpital Montfort et

# Promotion, recrutement et accueil

## Formation linguistique en français en Ontario

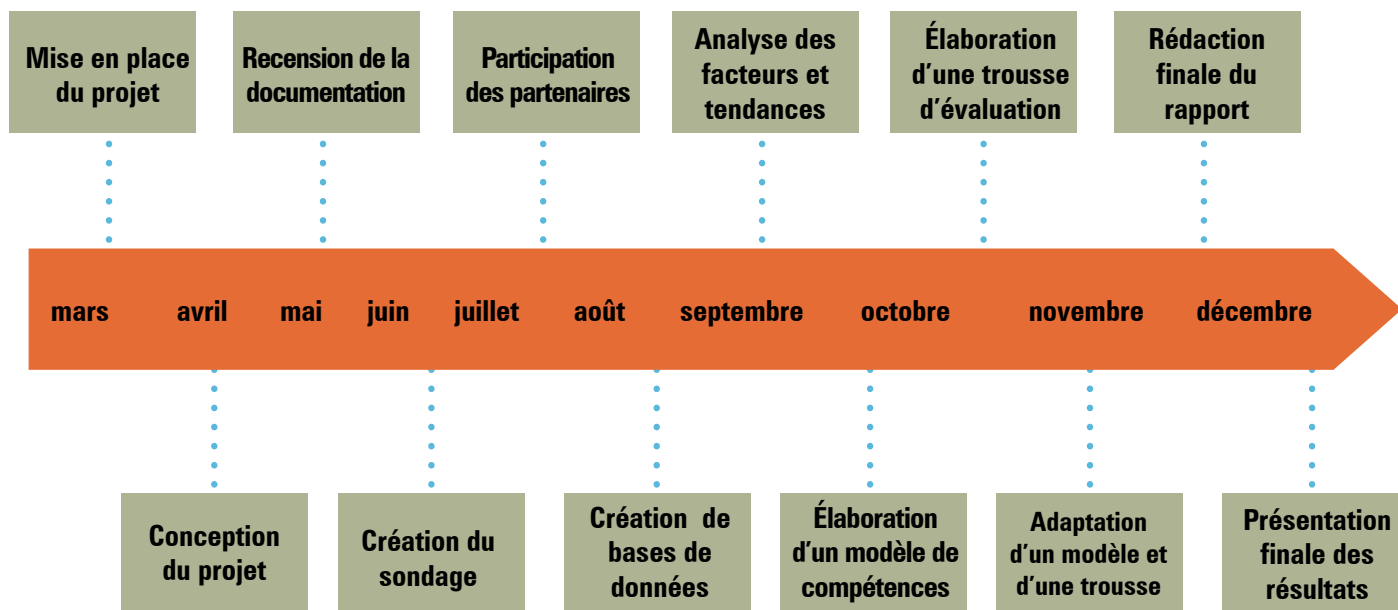
### Nouveau référentiel de compétences pour les enseignants

Inscrit au carnet des priorités de Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) dans le cadre de son Programme d'établissement, le perfectionnement professionnel des enseignants de langues est un des facteurs clés de l'amélioration continue de la qualité de la formation linguistique offerte aux nouveaux arrivants en Ontario. Dans cette optique, CIC a mandaté l'*École de langues de l'Estrie Inc.*, au moyen d'une entente de contribution intervenue en mars 2010, de développer un profil de compétences professionnelles des enseignants de français langue seconde et une trousse d'outils complémentaires d'évaluation et d'auto-évaluation de ces compétences.

Il s'agit d'élaborer un véritable référentiel de compétences pour la profession d'enseignant de français langue seconde en Ontario. Ce référentiel, comme son nom l'indique, fournira une instrumentation de référence et de gestion souple et opérationnelle permettant aussi de structurer, d'identifier et de coordonner les activités de développement et de perfectionnement professionnel pour finalement améliorer les pratiques d'enseignement. Quant à la trousse

d'outils d'évaluation et d'auto-évaluation de ces compétences, elle viendra concrétiser l'évolution professionnelle des enseignants. On s'en servira pour mesurer, de manière cyclique, les écarts entre les compétences « *acquises* » et « *requises* » sur un axe chronologique.

Le référentiel et la trousse d'outils sont conçus pour les intervenants, et ce tant au niveau organisationnel que collectif et individuel. « *Point de départ* » pour tout enseignant qui débute dans le métier, le référentiel de compétences se veut aussi le « *fil conducteur* » guidant l'enseignant déjà expérimenté dans son cheminement professionnel et sa formation continue. On peut alors imaginer que le corps professoral d'une organisation l'utilisera comme toile de fond pour l'échange d'expertises et d'expériences. Les outils d'évaluation seront certes utiles pour le recrutement et la dotation de nouveaux postes d'enseignant, et encore plus pour l'élaboration et la mise en œuvre de programmes de formation et/ou de séances de perfectionnement destinées aux enseignants en ciblant davantage leurs besoins professionnels réels.





## Programme d'intégration dans les écoles de langue française

### Témoignage d'une équipe sur le terrain

Le début de notre aventure a pris racine dans les valises de nos familles immigrantes et notre désir d'accompagner leurs enfants dans leur intégration au sein des écoles secondaires de langue française.

Nous sommes l'équipe TÉE (Travailleurs d'établissement dans les écoles) et notre travail n'est pas sans ressembler au jardinage. Le terreau et l'eau proviennent de ce que nous appelons nos 6 « C » : le Centre francophone de Toronto (CFT), Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) qui finance le projet, la Coordination provinciale anglophone et francophone, le Centre ontarien de prévention des agressions (COPA), le Conseil scolaire de district du Centre-Sud-Ouest, et le Conseil scolaire de district catholique Centre-Sud. Le rôle de jardiniers, c'est nous, l'équipe TÉE, qui l'assumons par l'entremise de nos travailleuses et travailleurs d'établissement dans les écoles, plus particulièrement en lien avec la SONA.

La SONA, c'est la Semaine d'orientation des nouveaux arrivants, l'équivalent francophone du programme NOW (Newcomer Orientation Week) présent dans les écoles de langue anglaise depuis 2007. La SONA offre, aux élèves francophones du secondaire nouvellement arrivés, l'occasion de développer des capacités de leadership à l'intérieur d'une solide structure d'accueil et d'accompagnement, pour une intégration scolaire réussie.

Riches de nos expériences et du matériel utilisé depuis trois ans dans le secteur anglophone, nous, l'équipe TÉE, avons pu adapter les outils mis à notre disposition à la réalité du terrain francophone. Dès janvier 2009, nous avons amorcé les préparations afin d'être prêts à accueillir nos premiers bourgeons (élèves) en août 2009. Nous avons choisi de planter une graine à deux endroits : l'école secondaire catholique Monseigneur de Charbonnel et l'école secondaire publique Étienne-Brûlé.

Le tout a débuté dans chacune des écoles par la sélection de quatre élèves bien intégrés à la vie scolaire et canadienne. Leur engagement a fait pousser une tige à chaque endroit. Ces recrues ont reçu une formation en leadership du COPA, laquelle repose sur les trois « C », c'est-à-dire collaboration, compassion et

courage. Grâce à cette formation, les élèves des 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup> années que nous avons recrutés sont devenus des alliés confiants, responsables et respectueux.

Nos tiges, ces jeunes alliés, ont donné naissance aux premières feuilles lors de la prestation du programme SONA. Leur rôle consistait à bien renseigner les élèves nouvellement arrivés en Ontario, à l'aide d'activités et de jeux de rôle, sur le fonctionnement de leur école, les ressources communautaires, telles les bibliothèques publiques, et la culture canadienne.

Au total, 14 nouveaux jeunes arrivants issus de différents pays francophones d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Europe ont pu bénéficier de ce programme. Ces jeunes participants se sont aussitôt mis à bourgeonner, à grandir. Une fois bien ancrés dans leur milieu, ces jeunes ne se sentent ni seuls ni perdus ; ils se sentent bien entourés, soutenus et plus en mesure de s'épanouir. Grâce au programme SONA, ils se familiarisent avec leur nouvel environnement et découvrent des repères qui les orientent dans la bonne direction. Dans ce processus, ils se font des alliés, créent de nouvelles amitiés, ce qui facilite leur rentrée scolaire et les rassure sur les plans personnel et social.

Forte de ce premier grand succès, notre équipe s'est aussitôt mise à planifier l'accueil de nouveaux jeunes arrivants en 2010. Nous avons eu l'idée d'introduire une nouveauté : des comités d'accueil SONA. Ces comités ont été mis sur pied en janvier 2010, toujours avec l'appui précieux des directions d'écoles et des conseillers d'orientation. Présentés dans les écoles secondaires par les alliés et les travailleurs d'établissement (TÉE), ces comités d'accueil tiennent des rencontres bimensuelles. Ce sont des occasions d'informer, d'outiller et d'accompagner les élèves nouvellement arrivés tout au cours de l'année. Nos élèves-alliés peuvent ainsi continuer à développer leurs aptitudes de leadership en initiant les nouveaux arrivants à la vie canadienne dans une ambiance de confiance, de partage et de respect mutuel.

Pour une première expérience, le bilan de l'équipe TÉE est fort positif. Les directions d'écoles, les conseillères et conseillers en éducation et en orientation, de même que



Photos fournies par l'équipe du Programme TÉE (Travailleurs d'établissement dans les écoles), Centre francophone de Toronto  
[www.centrefranco.org](http://www.centrefranco.org)

certaines enseignantes et parents, témoignent des retombées positives sur la vie et le rendement scolaires des élèves participants. Selon toutes les indications, ces derniers deviennent plus autonomes plus rapidement, leur intégration s'avère moins ardue, et leurs liens avec les parents, les travailleurs ou travailleuses d'établissement et le personnel enseignant sont positifs.

Notre « jardin » est non seulement en pleine floraison : il prend de l'ampleur. Au printemps 2010, notre projet a été renouvelé et deux autres écoles se sont ajoutées aux deux de l'an passé. Non seulement nos fleurs poussent sans cesse et se multiplient, mais en septembre 2010, elles ont porté fruits. En effet, la mise en œuvre d'un comité d'accueil SONA dans toutes les écoles secondaires de langue française desservies par l'équipe TÉE nous permettra d'étendre nos efforts de jardinage à d'autres terrains fertiles.

Comme tout bon jardinier, nous sommes profondément reconnaissants d'avoir, à la base, les ingrédients qui nous permettent d'enrichir les rangs de la francophonie d'aujourd'hui. Sans terreau et eau, rien ne serait possible.

## CLIC en ligne : l'évolution se poursuit

Le CLIC en ligne, Cours de langue française pour les immigrants au Canada, offre un contenu original, élaboré en fonction de la réalité particulière des francophones vivant en situation minoritaire. Le CLIC en ligne s'inscrit bien dans l'approche modernisée de Citoyenneté et Immigration Canada (CIC), car il permet aux apprenants d'acquérir les compétences linguistiques nécessaires pour bien s'intégrer au Canada. Même les apprenants vivant dans les régions les plus éloignées de l'Ontario peuvent y avoir accès s'ils sont branchés à Internet.

### Mandat du CNCLC

En mars 2010, le Centre des niveaux de compétence linguistique canadiens (CNCLC) a été mandaté par CIC pour poursuivre l'élaboration des CLIC en ligne, niveaux 5, 6 et 7. Ce projet fait suite au mandat qui avait été confié au Conseil des écoles publiques de l'Est de l'Ontario (CEPEO), en 2007-2008, pour la réalisation des niveaux 3 et 4. (Voir Focus, été 2009.) Le mandat confié au CNCLC comporte cinq volets :

- ▶ la révision des CLIC 3 et 4 à la lumière du rapport CLIC en ligne (mars 2009) remis à CIC;
- ▶ la conception et le pilotage d'une structure administrative pour la prestation du CLIC en ligne au sein de la communauté francophone en Ontario;
- ▶ l'élaboration et la validation d'un processus pour le recrutement de clients admissibles;
- ▶ l'élaboration et la validation d'un processus de diffusion des CLIC en ligne;
- ▶ l'élaboration et la validation des CLIC ligne, niveaux 5, 6 et 7 en ligne, en fonction des CLIC en salle de classe, des lignes directrices pour le programme CLIC en ligne et les niveaux de compétence linguistique canadiens.

Pour mener à bien cet important projet, le CNCLC a mis en place une structure de gestion efficace et dynamique. Il y a d'abord le Comité de gestion composé de deux représentantes de CIC, de la gestionnaire des programmes du CNCLC et de la coordonnatrice du projet. Son mandat est de valider les étapes clés du projet selon les lignes directrices émises par CIC.

Il y a aussi un comité consultatif. À cette table siègent un représentant de CIC, un représentant des Réseaux de soutien à l'immigration francophone des régions du Nord et du Centre-Sud-Ouest, la gestionnaire des programmes du CNCLC, la coordonnatrice du projet ainsi que des partenaires, tels que le CEPEO, le Consortium national de l'apprentissage en ligne, la Coalition ontarienne pour la formation des adultes, Contact Nord et le Centre d'évaluation linguistique et d'orientation. Ce comité a pour rôle d'offrir des conseils et des recommandations sur la structure administrative, le processus de recrutement et de diffusion à privilégier ainsi que sur les étapes que doit franchir le projet.

Le CNCLC est responsable de la gestion du projet. Son directeur général, François Bélisle, a exprimé la fierté du Centre de contribuer à une initiative de cette envergure, laquelle revêt une importance singulière pour les communautés francophones en situation minoritaire. Rappelons que le CNCLC est l'organisme pancanadien qui appuie les normes nationales utilisées pour décrire, mesurer et reconnaître les compétences en langue seconde des immigrants adultes et des immigrants potentiels désireux de vivre et de travailler au Canada.

### Pilotage

En 2008-2009, le pilotage s'est effectué au sein de quatre provinces—l'Ontario, le Manitoba, l'Alberta et le Nouveau-Brunswick. En 2010, cette phase du projet n'aura toutefois lieu qu'en Ontario dans le seul but d'explorer davantage la capacité du CLIC en ligne à rejoindre les apprenants dans les régions éloignées. Une évaluation du pilotage sera effectuée afin d'apporter des recommandations sur chacun des résultats visés, soit la révision des CLIC en ligne, niveaux 3 et 4, la conception de la structure administrative et des processus de recrutement et de diffusion, et la conception des CLIC en ligne, niveaux 5, 6 et 7.

### Des communautés mieux desservies

L'approche modernisée de CIC a ouvert la porte à un engagement réel d'offrir des programmes d'immigration de la plus haute qualité qui répondent concrètement aux besoins des collectivités, particulièrement celles en situation minoritaire. La prestation de cours de langue bien adaptés aux besoins des nouveaux arrivants est l'un des principaux objectifs de son Programme d'établissement. Le CLIC en ligne s'inscrit donc dans cette volonté gouvernementale d'offrir une programmation innovatrice et pertinente à une société moderne.

## Du nouveau à Toronto : ateliers d'insertion économique pour immigrants francophones

« C'est un fait que tout immigrant à son arrivée au Canada connaît un choc culturel qu'il risque de traîner toute sa vie, ce qui influence fortement son comportement et ses attitudes, d'affirmer Jean Pierre Matulu, lui-même immigrant et coordonnateur du programme d'aide aux hommes immigrants de l'Auberge francophone. Que ce soit sur le plan de la famille, de l'emploi, des études ou de la société, l'homme immigrant est souvent déçu, frustré et se sent inutile à son arrivée. »



De gauche à droite, au moment du lancement le 7 juillet 2010 : Julie Lutete, Farida Mersali, Darlyn Mentor, Annie Dell, Jean Pierre Matulu, Yollande Pitta.

À l'été 2010, l'Auberge francophone de Toronto a dévoilé un nouveau projet en vue d'aider les immigrants francophones à franchir les obstacles à leur intégration dans la communauté d'accueil. Il s'agit d'ateliers de formation combinés au mentorat et à l'accompagnement, une formule efficace visant à faciliter leur insertion économique. Animés par des professionnels, ces ateliers s'adressent aux hommes immigrants et abordent sans détour les sujets et enjeux qui font obstacle. Notons, entre autre matière, la culture et les mœurs de la société d'accueil, les droits et devoirs civiques et leur place en société, l'emploi et la gestion financière, la famille et la vie en société canadienne.

Pour la directrice générale de l'Auberge francophone, Julie Lutete, l'intégration des hommes immigrants passe nécessairement par leur insertion économique, une conviction qui lui vaut l'appui sans réserve du Réseau de développement économique et d'employabilité de l'Ontario (RDÉE Ontario) et le soutien financier du gouvernement fédéral. En effet, le projet est parrainé par le RDÉE Ontario, organisme provincial chef de file en matière de développement économique, et financé par Citoyenneté et Immigration Canada (CIC).

Comme l'explique l'Auberge francophone de Toronto, l'homme immigrant doit relever des défis particuliers lors de son intégration au Canada. Du jour au lendemain, il se retrouve, souvent sans préparation, dans un monde parfaitement inconnu. Issu d'une culture complètement différente, démuni et dépaycé, il est confronté à de nouvelles lois, assailli par de nouvelles mœurs et de nouvelles façons de faire et de penser. Bref, il est plongé dans une nouvelle culture; ses sens sont bombardés, ses points de repère, disparus. Il reste souvent à cheval sur les deux cultures. C'est le choc culturel sur tous les plans : à domicile, sur le marché du travail, aux études et dans la société.

Le choc culturel et l'inadaptation peuvent conduire l'homme immigrant francophone à des conséquences désastreuses : tensions et possiblement violence au foyer, pauvreté, précarité d'emploi, isolement social. Bref, l'échec aux études, au travail et/ou à la maison le guette.

Selon Darlyn Mentor, la directrice des services d'établissement à CIC, ce projet novateur de l'Auberge francophone de Toronto est bien conçu et promet de livrer des résultats

quantifiables, sûrs et précis. Elle ajoute que celui-ci n'aurait pu voir le jour sans le soutien efficace du RDÉE Ontario. Pour sa part, Annie Dell, la directrice régionale du RDÉE Ontario – Centre-Sud-Ouest, voit dans le projet un outil efficace menant à l'intégration économique et sociale réussie des immigrants.

Rappelons que l'Auberge a pour mandat d'encadrer l'immigrant issu d'une minorité raciale ethnoculturelle dès son arrivée au Canada, à partir de sa réadaptation et/ou intégration jusqu'à son épanouissement sur tous les plans (social, économique, artistique et autres). L'organisme, en plus de piloter des projets internationaux, offre un ensemble de services : accueil et accompagnement, appui à la recherche d'emploi et au logement, initiation à l'ordinateur, traduction et interprétation.





# Collectivités francophones

**Portrait statistique de la population immigrante de langue française à l'extérieur du Québec : une première au pays qui mérite d'être soulignée!**



**par Maxim Jean-Louis,**  
membre du Comité directeur de  
Citoyenneté et Immigration Canada  
(CIC) – Communautés francophones  
en situation minoritaire et du  
Sous-comité directeur de l'Ontario –  
Communautés francophones en  
situation minoritaire

Tout vient à point à qui sait attendre : on ne pourrait choisir meilleur proverbe pour qualifier l'enthousiasme suscité par la récente publication d'une impressionnante étude intitulée « Portrait statistique de la population immigrante de langue française à l'extérieur du Québec (1991 à 2006). » Cette étude sur l'immigration francophone au pays, produite par Statistique Canada, constitue une première.

En septembre 2006, Citoyenneté et Immigration Canada a rendu public le Plan stratégique pour favoriser l'immigration au sein des communautés francophones en situation minoritaire. Le Plan vise principalement à accroître le nombre d'immigrants d'expression française dans les communautés francophones en situation minoritaire et d'assurer leur intégration.

Environ deux ans plus tard, le second Plan d'action quinquennal sur les langues officielles intitulé « Feuille de route pour la dualité linguistique 2008-2013 : Agir pour l'avenir » a été rendu public. C'est à la lumière des objectifs de la Feuille de route, dont celui de « mieux cibler les enjeux de l'immigration de langue française hors Québec », que Citoyenneté et Immigration Canada a mandaté Statistique Canada pour réaliser cette étude.

Le document comporte une foule de données et de graphiques pertinents qui sont aussi captivants pour les experts qu'accessibles pour les néophytes. De plus, ses cartes illustrant la répartition en pourcentage de la population francophone née au Canada pour les régions métropolitaines hors Québec sauront faciliter et alimenter le travail des intervenants communautaires.

Ce que cette étude représente, en fait, c'est une véritable référence pour tous les intervenants en milieux francophones du pays qui cherchent constamment à améliorer leurs méthodes et leurs interventions en matière d'accueil et d'intégration. L'étude traite de l'immigration de langue française à l'extérieur du Québec et trace son évolution récente : son effectif, sa répartition sur le territoire et ses caractéristiques démographiques et socio-économiques.

C'est à partir de 1991, date à laquelle la notion de première langue officielle a été choisie par le gouvernement fédéral dans le Règlement sur les langues officielles, que débutent les observations et analyses de Statistique Canada. Cela explique pourquoi l'étude a pu se baser principalement sur la première langue officielle parlée (PLOP), laquelle est maintenant largement retenue comme critère de définition des groupes linguistiques dans les travaux sur les minorités de langue officielle. La population immigrante francophone à l'extérieur du Québec est constituée de deux groupes : ceux qui ont le français uniquement comme première langue officielle parlée (les immigrants de PLOP français) et ceux qui parlent le français et l'anglais (les immigrants de PLOP français-anglais).

D'emblée, on nous rappelle que la population immigrante francophone vivant à l'extérieur du Québec est relativement peu importante, tant en nombre absolu que par rapport à l'ensemble des personnes de langue française ou par rapport à l'ensemble de la population immigrante. Mais on peut se réjouir d'y apprendre que le poids relatif des immigrants francophones au sein de l'ensemble de la population de langue française s'est accru, passant de 6,2 % à 10 % entre 1991 et 2006, ce qui forme un élément essentiel de la croissance future des communautés francophones. On indique également que c'est en Ontario où se concentre la majorité des immigrants francophones à l'extérieur du Québec, soit 70 % de ceux-ci. On précise ensuite que les deux tiers des immigrants de langue française vivent dans trois agglomérations urbaines, soit Toronto, Ottawa et Vancouver.

Ainsi, parmi la multitude d'informations pointues qu'on y retrouve, l'étude révèle certaines données plus contrastées qui valent la peine d'être soulignées afin de démontrer la force du nouvel outil.

On apprend notamment que les immigrants de PLOP français se distinguent des autres immigrants par la proportion importante qui provient du continent africain, soit 26 %. La population immigrante francophone apparaît également comme une population plutôt jeune quand on la compare aux immigrants non francophones; cela s'explique par une proportion élevée de jeunes âgés de 10 à 24 ans.

Il y aurait, de plus, une concurrence entre le français et l'anglais parlés à la maison et utilisés en milieu de travail. Chez les immigrants de PLOP français, moins de la moitié déclarent parler plus souvent le français à la maison, alors que 32 % déclarent parler l'anglais et 10 %, une langue non officielle. Le français parlé à la maison est très peu répandu chez les immigrants de PLOP français-anglais. Ce tableau à lui seul justifie le travail concerté des intervenants qui est actuellement en cours pour mieux accueillir les immigrants francophones au sein des communautés minoritaires de langue française.

▶▶▶ page 8



## ◀◀◀ page 7

Par ailleurs, la transmission du français est d'abord le fait des couples où les deux partenaires sont de PLOP français uniquement : la majorité des enfants d'âge mineur ont le français comme langue maternelle, le parlent le plus souvent à la maison et l'ont comme première langue officielle parlée.

Or, la situation est complètement différente chez les autres types de couple où c'est la transmission de l'anglais ou d'une langue non officielle qui domine. Les couples exogames représentent vraisemblablement une variable particulière dans cette équation.

Le contexte joue également un rôle. En tant que langue maternelle, le français est transmis à 25 % des enfants; il l'est à 34,4 % des enfants en tant que langue d'usage au foyer (langue parlée au moins régulièrement à la maison); et à 36,6 % des enfants en tant que première langue officielle parlée. L'étude comporte aussi beaucoup d'autres chiffres qui nous rappellent la très forte concurrence de la langue

anglaise, en l'occurrence pour ce qui est de la transmission intergénérationnelle.

Pour terminer, il faut retenir que les immigrants de première langue officielle française se distinguent à la fois des personnes francophones nées au Canada et du reste des immigrants (de PLOP français-anglais et non francophones) en termes de leur niveau d'éducation et des caractéristiques des diplômes obtenus. En effet, ces derniers possèdent un niveau d'éducation semblable aux immigrants de PLOP français-anglais, mais plus élevé que celui des natifs et des immigrants non francophones, et ce tant chez les hommes que chez les femmes. Sans compter qu'ils se distinguent des autres groupes d'immigrants par la plus forte proportion d'entre eux qui ont obtenu leur diplôme ou certificat au Canada. Bref, ils devraient mieux s'intégrer normalement, mais force est d'admettre qu'il est primordial qu'ils possèdent une connaissance adéquate de l'anglais comme langue de travail.

Ce bref survol aide à mieux comprendre tout le potentiel de l'étude. Chaque division dans les cartes de l'étude regorge d'informations précises pouvant aider à déterminer la méthode d'intervention ville par ville, quartier par quartier.

Certains constats peuvent être plus difficiles à accepter que d'autres, mais il n'en demeure pas moins que, dans l'ensemble, l'étude nous permet de voir que le verre est à moitié plein et qu'il se remplit progressivement. Nous savons tous que l'immigration est le principal facteur de croissance de la population canadienne pour les années à venir et que le portrait linguistique au pays en dépend. Il est donc essentiel de prendre connaissance de ces nouvelles données afin de pouvoir être en mesure de répondre aux défis et aux besoins qui constituent la réalité de nos communautés, des provinces et territoires, et des employeurs de notre pays.

## ◀◀◀ page 2

l'hôtel Royal York. Au cours de l'été 2010, plus de 120 nouveaux arrivants ont été sensibilisés; déjà cinq d'entre eux ont été embauchés ou ont démarré leur propre entreprise.

### Coordination francophone du programme TÉE

En 2009-2010, CIC a mis en place une coordination francophone du programme Travailleurs en établissement dans les écoles (TÉE). Cette initiative est menée par le Centre ontarien de prévention des agressions (COPA). Le COPA développera une vision globale d'un système intégré afin d'assurer la continuité des services des TÉE. Le projet vise la consolidation et l'expansion des structures et des services en français dans les écoles de l'Ontario, tout en assurant les ressources nécessaires et en favorisant un dialogue porteur au sein des réseaux francophone et anglophone des TÉE, la communauté francophone, y compris les conseils scolaires, les écoles, les organismes communautaires, les étudiants, les jeunes nouveaux arrivants et leurs familles.

Une évaluation approfondie est en voie d'être finalisée dans le but de cerner les lacunes au niveau de l'organisation, des structures locales des services et des collectivités francophones. Les modèles élaborés traiteront notamment des

enjeux suivants : les besoins particuliers des francophones nouvellement arrivés et le manque de services en français; les moyens efficaces pour recueillir les données relatives aux personnes nouvellement arrivées dans les écoles de langue française; les relations et les stratégies en vue d'augmenter la visibilité générale du réseau des TÉE.

Grâce à la nouvelle coordination francophone, le programme TÉE a connu une expansion considérable au cours de la dernière année. Les communautés de London, Chatham et Sarnia ont été ajoutées au programme TÉE, ainsi que plusieurs nouvelles écoles. À l'heure actuelle, le programme est en marche dans 18 écoles à Toronto, 13 à Ottawa, 7 à London, 5 à Chatham, 4 à Sarnia et 2 à Windsor. Huit nouveaux formateurs offriront une formation aux nouveaux travailleurs en établissement. Qui plus est, une cinquantaine d'élèves seront chargés de présenter le programme aux nouveaux arrivants dans leurs écoles.

Le nombre d'écoles qui participeront à la deuxième édition de la Semaine d'orientation des nouveaux arrivants est passé de 4 à 11. Cette année, une nouvelle activité, la Journée d'orientation des

nouveaux arrivants, s'est ajoutée au programme TÉE pour le bénéfice des élèves des 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> années. Plusieurs ressources promotionnelles ont été créées, y compris des bannières, des affiches, des cartes postales et des pochettes d'information. Deux autres ressources sont présentement en voie de développement, soit un film intitulé *Entre deux mondes* dédié aux expériences de jeunes après leur arrivée en Ontario, et un site Web pour mieux faire connaître le programme TÉE.

La Bonne Affaire et la Coordination francophone du programme TÉE s'inscrivent dans le cadre d'une programmation complexe qui s'adapte continuellement aux changements démographiques, économiques et sociaux dans les communautés francophones.

Le lancement de l'approche modernisée a donné un nouvel élan en ce qui touche le développement de cette programmation. Aujourd'hui et demain, nous assistons à la mise en œuvre de plusieurs nouveaux projets novateurs dont le but est de répondre aux besoins particuliers des nouveaux arrivants francophones sur les plans économique, social et culturel.



## L'Ontario français : plus de 400 ans d'histoire Un avenir prometteur

Dans une allocution prononcée le 8 juillet dernier à l'Ambassade de France à Ottawa, la présidente de l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario (AFO), Mariette Carrier-Fraser, a présenté la francophonie ontarienne dans toute sa diversité. Madame Carrier-Fraser répondait ainsi à l'invitation de son Excellence Mouldi SAKRI, ambassadeur de Tunisie et coordonnateur du Groupe des Chefs de missions diplomatiques francophones accrédités à Ottawa.

Accompagnée de ses deux vice-présidents, Brigitte Chatué et Marc Ryan, la présidente a fait un retour sur les principaux événements qui ont jalonné l'histoire des Franco-Ontariens, de 1610 jusqu'à aujourd'hui. Elle a relaté non seulement les nombreux défis, mais aussi les victoires et les acquis dont la francophonie peut être fière. Elle a mis notamment l'accent sur l'un des plus importants enjeux de l'Ontario français moderne, celui d'une **immigration francophone réussie**.

**41, 2 % des immigrants francophones sont nés en Afrique et 23,2 % en Asie, les autres régions importantes étant les Caraïbes et le Moyen-Orient.**

En effet, la population francophone de l'Ontario est de plus en plus diversifiée grâce à une croissance importante du nombre d'immigrants francophones. Selon Statistique Canada, cette croissance connaît une accélération particulièrement marquée depuis 1996 : entre cette date et 2006, la proportion des francophones nés à l'extérieur du Canada est passé de 4,8 % à 16,6 %. La province accueille aujourd'hui environ 70 % des immigrants francophones hors Québec. Les statistiques révèlent des faits intéressants sur les francophones de minorités visibles : 41, 2 % d'entre eux sont nés en Afrique et 23,2 % en Asie, les autres régions importantes étant les Caraïbes et le Moyen-Orient.

**600 000 personnes dont la langue d'usage est le français, soit 4,8 % de la population ontarienne**

Pour mieux refléter cette évolution démographique et la diversité de l'Ontario français d'aujourd'hui, le gouvernement de l'Ontario a adopté, en juin 2009, une nouvelle définition inclusive des francophones. Celle-ci permet d'estimer le nombre de personnes francophones en incluant les allophones (les personnes qui n'ont ni le français ni l'anglais comme langue maternelle) qui parlent français. Ces allophones étant composés d'immigrants, l'impact de l'utilisation de cette nouvelle définition est assez significatif, puisque la province compte à présent près de 600 000 personnes dont la langue d'usage est le français, soit 4,8 % de la population ontarienne.

Les retombées positives de cette immigration vont bien au-delà d'une simple variation de données démographiques. Comme le souligne Mariette Carrier-Fraser, l'immigration francophone en Ontario est non seulement un ajout indéniable

à la richesse de notre culture, mais aussi une façon d'assurer le maintien de nos services en français par la province et la qualité de notre langue. De là la nécessité pour la communauté francophone d'œuvrer de manière à éliminer les barrières auxquelles se heurtent les nouveaux arrivants francophones à tous les niveaux.

Pour illustrer ce fait, la présidente de l'AFO indique que, faute de structures d'accueil, d'établissements et d'intégration en français, les nouveaux arrivants francophones sont très souvent dirigés vers des services anglophones ou soi-disant bilingues. Par conséquent, les possibilités qu'ils puissent facilement s'intégrer à la communauté francophone s'amenuisent considérablement. Il est important de faire en sorte que les immigrants et réfugiés francophones bénéficient, dès leur arrivée, d'un accès équitable à l'ensemble des programmes et services disponibles en Ontario, et ceci dans la langue de leur choix.

Pour ce faire, la communauté doit être écoutée afin de pouvoir participer plus concrètement à l'établissement de lignes directrices en matière de politiques d'immigration et à la mise en place de structures appropriées, auprès des instances

page 12 ►►►



# Économie - Emploi - Reconnaissance

## La Foire des 4 000 emplois bilingues : une formule efficace de recrutement

La Foire des 4 000 emplois bilingues, un projet de recrutement de grande envergure réalisé par la Toile des carrières non sans épreuve, a réussi une mobilisation sans précédent. Plus de 20 partenaires communautaires et gouvernementaux, notamment Citoyenneté et Immigration Canada (CIC), ont été mobilisés dans le but d'organiser deux grandes foires d'emplois bilingues, l'une à Toronto les 7 et 8 octobre 2009, l'autre à Ottawa les 29 et 30 mars 2010. On voulait ainsi donner un véritable coup de fouet à l'employabilité pour le bénéfice des employeurs, des candidats bilingues, des immigrants et des nouveaux arrivants francophones en Ontario, et ce au moment où la crise économique sévissait partout en province.

Ce projet de foires doubles est arrivé à point nommé. Au moment de sa planification, personne n'avait toutefois présagé que le cours des événements allait non seulement valider l'importance de lancer une telle initiative, mais lui conférer une dimension urgente et incontournable. C'est donc en pleine crise économique que la Toile des carrières s'est retroussée les manches pour relever ce défi événementiel.

À Toronto comme à Ottawa, la foire a présenté aux employeurs de différents secteurs d'activité une occasion par excellence d'évaluer les talents bilingues et de les recruter. On a pu ainsi faire ressortir les nombreuses occasions d'employabilité sur le marché de l'emploi bilingue que la crise financière a parfois éclipsées. Les candidats, pour leur part, y ont trouvé de nouvelles perspectives d'emploi. Dans le cadre d'ateliers et de panels de discussion, ils ont même ajouté à leur bagage de savoir et de savoir-faire, par exemple des stratégies éprouvées de recherche d'emploi, des nouveaux outils de communication pour mieux se brancher sur le marché de l'emploi et des pistes vers des programmes d'aide à l'emploi.

La très grande majorité des participants, soit 95 %, s'est déclaré satisfait de sa participation. À Toronto, 97 employeurs



et organismes ont participé à la foire et occupé 85 kiosques regroupés en quatre zones (privé, public, sans but lucratif, travail autonome). Au total, 1 458 candidats ont participé aux deux jours d'activité. Quelque 650 étudiants de 12<sup>e</sup> année provenant d'écoles d'immersion et de langue française ont également participé. Les résultats d'embauche à Toronto sont éclatants : 1 355 candidats ont participé à une entrevue, soit environ 93 %; 1 109 ont été embauchés, soit plus de 80 %. La participation en ligne s'est avérée positive également : 2 838 demandes ont été reçues, dont 1 923 provenant de l'Ontario. Sur les 949 demandes provenant de la grande région de Toronto, 763 candidats ont été embauchés. La foire de Toronto a donc conduit à l'embauche de 1 872 candidats.

À Ottawa, 55 employeurs ont pris part à la foire : 37 du secteur privé, 4 du secteur public, 14 du secteur sans but lucratif. Pendant les deux jours d'activité, 1 823 personnes ont assisté à l'événement. On rapporte que 79 % des candidats, soit

1 441, ont participé à une entrevue. Parmi les candidats interviewés, 72 % ont obtenu une offre d'emploi, soit 1 036 candidats. En bout de piste, **1 009 candidats ont été embauchés**, soit 70 % des 1 441 candidats reçus en entrevue.

La foire a entraîné d'autres retombées positives dans chacune des villes. Plusieurs organismes ont enregistré, à la suite de l'événement, une demande accrue pour leurs services, par exemple des cours de langue, de la formation continue, une participation aux services d'emplois. D'autres organisations ont profité de l'occasion pour établir des alliances stratégiques avec certaines entreprises participantes pour le renforcement de compétences.

Ces foires ont été réalisées grâce à l'appui financier de CIC et à la participation soutenue de partenaires communautaires et gouvernementaux.

Les photos croquées sur le vif ont été fournies par la Toile des carrières.



## Arrimage Emploi : *nécessaire à l'intégration de nouveaux arrivants au marché du travail*

Bien des immigrants quittent leur pays d'origine avec la certitude, qu'une fois arrivés au Canada, ils trouveront l'emploi rêvé et une vie meilleure. Cependant, malgré les expériences et les compétences acquises dans leur pays d'origine, ils se heurtent à une toute autre réalité, et ce dès leurs premières démarches de recherche d'emploi. Ils ont alors le sentiment de ne pas avoir en mains toutes les informations nécessaires ni les outils requis.

Déçus et désillusionnés, certains développent une méfiance envers le pays d'accueil. Ne sachant plus faire la différence entre les mythes et les réalités du marché de l'emploi, ils s'accommodent de situations insatisfaisantes et bien moins payantes (par exemple des petits boulots de survie, du bénévolat tout azimut, une formation rapide et très sommaire). D'autres entreprennent, tout en travaillant pour survivre, des études collégiales ou universitaires longues et coûteuses. Leur but est de décrocher à tout prix un diplôme canadien qui, ils en sont convaincus, leur donnera plus de chance d'obtenir un emploi correspondant à leur niveau de compétence. Mais même avec ce diplôme en main, ces nouveaux arrivants qui, bien souvent affichent de meilleures performances scolaires, ont du mal à se vendre sur le marché canadien.

C'est pourquoi La Cité collégiale a mis sur pied le projet Arrimage Emploi, une initiative financée par le ministère des Affaires civiques et de l'Immigration de l'Ontario et par Citoyenneté et Immigration Canada. Les aiguilleurs d'Arrimage Emploi accompagnent les professionnels formés à l'étranger inscrits au Collège pour les aider à intégrer plus rapidement le marché du travail.

### Clientèle visée

Le projet a été conçu pour aider principalement tous les immigrants formés à l'étranger qui sont étudiants de dernière année à La Cité collégiale. Sont admissibles également les nouveaux arrivants inscrits dans les différents programmes d'études offerts par La Cité des Affaires et tous les autres étudiants à l'extérieur de La Cité collégiale résidant en Ontario.

Arrimage Emploi se base sur des situations vécues et les réalités du milieu canadien pour aider les nouveaux arrivants à contourner les obstacles qui les empêchent d'intégrer le marché de l'emploi. Les thèmes abordés en atelier sont choisis sur la base des comportements et des attitudes observés en milieu de travail par les employeurs. Depuis avril 2009, date de démarrage du projet, plus d'une trentaine d'ateliers de sensibilisation à caractère social, politique, économique, culturel et professionnel ont été développés. Les nouveaux arrivants qui participent à ces ateliers apprennent alors à démystifier leur nouvel environnement. Géographie, langues, Charte des droits et libertés, tendances du marché de l'emploi, communication verbale et corporelle, stratégie de recherche d'emploi, préparation du curriculum vitae et à l'entrevue—tous les sujets d'importance sont traités en vue de bien outiller l'apprenant immigrant et d'accélérer son intégration au marché de l'emploi.

Arrimage Emploi offre également du soutien dans la recherche de stages de travail ainsi qu'un accompagnement dans le processus de recherche d'emploi. Cet





◀◀◀ page 11

accompagnement se poursuit sous la forme de coaching une fois les apprenants embauchés, ce qui multiplie leurs chances de réussite en milieu de travail.

### Histoires à succès

Le cas d'Adzo Badji témoigne bien de la pertinence de la formation offerte dans le cadre du projet Arrimage Emploi. Originaire du Togo en Afrique de l'Ouest et établie au Canada depuis plus de six ans, elle n'avait pas encore réussi à se faire embaucher dans son domaine d'études (administration des affaires et finances). Après plusieurs tentatives infructueuses, elle s'est finalement résolue à suivre une formation rapide en santé pour devenir préposée aux soins et soutien personnel à l'Hôpital Élisabeth-Bruyère et à la Résidence Saint-Louis, à Ottawa. Mais mal à l'aise dans sa nouvelle carrière, elle a de nouveau décidé de suivre une formation de commis en santé, dans le cadre du programme de perfectionnement

professionnel pour nouveaux arrivants, à La Cité collégiale. C'est ainsi qu'elle a découvert l'existence du projet Arrimage Emploi et s'est inscrite à plusieurs ateliers, notamment ceux traitant de la diversité culturelle et de la préparation à l'emploi. Aujourd'hui commis à l'Hôpital Montfort, Adzo Badji a retrouvé sa confiance et son estime de soi.

Voici un autre exemple. En mars 2010, une activité de réseautage organisée par le PAMCI, Programme d'accès aux métiers de la construction pour les immigrants, et le programme de formation linguistique axée sur les professions de La Cité collégiale, s'est traduite en succès pour trois apprenants immigrants. L'objectif consistait à mettre les nouveaux arrivants professionnels formés à l'étranger en contact direct avec des employeurs de la région. Les participants avaient suivi au préalable des séances de tutorat afin d'approprier les techniques de

réseautage, d'entrevue et de marketing de soi. Ils avaient tous leurs cartes d'affaires et leur curriculum vitae en mains. Trois d'entre eux ont aussitôt décroché un emploi dans leur domaine d'études : G. Bernard inscrit à une formation de soudeur-monteur; Mohamed Kulmiyeh maintenant employé par Labor Tek; et Walter Ndala Mukendi recruté par ASHCROFT Homes.

### Au-delà d'une simple préparation à l'emploi

Dans le cadre du projet Arrimage Emploi, La Cité collégiale va bien au-delà d'une simple préparation à l'emploi. Au moyen d'une approche holistique, le Collège aide les personnes formées à l'étranger à se trouver plus rapidement un emploi correspondant à leur niveau de scolarité, à leur expérience ainsi qu'à leurs ambitions personnelles et professionnelles.

Pour plus d'information, visiter [www.lacitec.on.ca](http://www.lacitec.on.ca).

◀◀◀ page 9

gouvernementales. Il n'y a aucun doute que tous les francophones ont un rôle important à jouer dans ce processus. La communauté des minorités raciales et ethnoculturelles francophones (MREF) s'est d'ailleurs concertée et a établi des priorités claires afin d'assurer un meilleur épanouissement de la communauté des MREF en particulier et de la francophonie ontarienne en général. Les priorités établies en consultation avec la communauté des MREF et adoptées par l'AFO sont :

- ▶ le renforcement des capacités des organismes MREF;
- ▶ la reconnaissance de l'identité francophone des MREF en tant que francophones;
- ▶ l'intégration économique de la communauté des MREF;
- ▶ le développement des institutions MREF de services aux immigrants.

Il va sans dire que ces priorités s'inscrivent sur une même lignée et font partie intégrante des priorités de développement de la communauté francophone de l'Ontario.

À la fin de la présentation, les Chefs de missions diplomatiques francophones accrédités à Ottawa ont tenu à exprimer leur intérêt et leur sincère admiration à l'égard de la communauté francophone de l'Ontario. Plusieurs entendaient son histoire pour la première fois. Pour sa part, son Excellence François Delattre, Ambassadeur de France au Canada, s'est réjoui de l'intérêt manifesté par ses homologues à prendre connaissance des différents axes d'intervention de l'AFO voués au développement et à l'épanouissement de tous les Franco-Ontariens et Franco-Ontariennes. Dans un esprit d'entraide et de coopération entre francophones, il a soulevé l'idée d'examiner, dans un avenir rapproché, la possibilité de créer une plateforme de travail et d'échanges entre le regroupement des Chefs de missions

diplomatiques francophones et l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario, organisme porte-parole de la collectivité franco-ontarienne.

Cette rencontre enrichissante de part et d'autre marque le début d'une nouvelle ère de collaboration.

*Salimatou Diallo, en collaboration avec Mariette Carrier-Fraser, présidente de l'AFO*



# Régionalisation

## Nouvelles du Réseau du Nord

En mars 2010 à Sudbury, le Réseau de soutien à l'immigration francophone du Nord de l'Ontario a tenu son troisième Forum annuel de concertation. Le Forum est un événement jalon pour tous les intervenants de la région que la question intéresse. Une fois par année, ces derniers se réunissent pour faire le point sur les activités de l'année, pour dresser aussi un bilan des réalisations dans le dossier de l'immigration francophone et se pencher sur les besoins et les priorités d'action. Cette année, le Forum s'est avéré également l'occasion par excellence de célébrer les 400 ans de la francophonie de l'Ontario ainsi que les 100 ans d'histoire de l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario (AFO).

Tout près d'une centaine de participants, représentant les organismes partenaires à l'œuvre dans les cinq régions du Nord, ont convergé vers Sudbury. Au rendez-vous se trouvaient également des représentants des trois paliers de gouvernement ainsi que des membres de divers établissements et de la communauté francophone dans toute sa diversité.

L'édition 2010 avait pour objectif d'adapter les priorités de Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) – Région de l'Ontario à la réalité du Nord ontarien et aux besoins particuliers de nos communautés. De part et d'autre, les efforts déployés visent, comme toujours, à favoriser une immigration réussie à tous les niveaux, au sein d'une francophonie plus épanouie et plus accueillante. Pour l'occasion, des experts de différents niveaux — local, provincial et fédéral — ont été invités à faire le point en atelier sur les quatre grandes priorités retenues, en l'occurrence : l'intégration économique, le renforcement des capacités des organismes francophones au service des immigrants, la mise en place d'un guichet unique et les communautés accueillantes.

### L'intégration économique au carnet des priorités

En raison de la priorisation de l'intégration économique en 2010-2011 et dans l'esprit de collaborer toujours plus étroitement avec les intervenants dans ce secteur prioritaire, le Réseau du Nord a participé à plusieurs activités axées sur cette thématique.

Nous avons participé notamment à diverses rencontres tenues sous la bannière de *La bonne affaire*, y compris à une importante table de discussion avec des employeurs de la région en juin 2010. Cette vaste opération provinciale de sensibilisation et d'intégration économique a été lancée par le RDÉE Ontario au printemps 2010, avec l'appui financier de CIC. *La bonne affaire* vise à la fois les nouveaux arrivants à la recherche d'emploi et les employeurs en quête de main-d'œuvre. (Voir le mot d'introduction de CIC pour en savoir davantage à ce sujet.)

Le Réseau a profité de ces occasions pour renforcer les liens de collaboration qui l'unissent au Contact interculturel francophone de Sudbury (CIFS). Ensemble, le CIFS et le Réseau du Nord se sont engagés à déployer plus d'efforts, d'une part pour sensibiliser les employeurs à l'importance d'embaucher des candidats immigrants et, d'autre part, pour effectuer la mise à jour d'un inventaire d'employeurs francophones. De plus, on s'est entendu pour référer les nouveaux arrivants à l'équipe d'agents de développement économique de *La bonne affaire* pour les aider à se trouver un emploi.

### CLIC en ligne dans le Nord

À compter de septembre 2010, les immigrants adultes francophones dans le Nord ont accès aux CLIC en ligne (Cours de langue pour les immigrants au Canada). Le Réseau du Nord est membre du Comité consultatif pour le CLIC en ligne et se réjouit de cette bonne nouvelle. Désormais les immigrants francophones peuvent recevoir une formation linguistique de base qui facilitera leur intégration économique, sociale et culturelle dans la région du Nord de l'Ontario.

Avec l'appui et la collaboration du CIFS, le Réseau du Nord a réussi, dans des délais serrés, à faciliter le recrutement et l'encadrement de six nouveaux arrivants admissibles aux niveaux 3 et 4 de CLIC en ligne. Les mêmes démarches ont été entamées pour admettre les participants aux niveaux 5, 6 et 7, et cela dès octobre 2010.

### Collaboration avec les PLI

Au printemps dernier à London (Ontario), le Réseau du Nord a participé à la Conférence sur les Partenaires locaux en matière d'immigration (PLI) et les Réseaux de soutien à l'immigration francophone en Ontario organisée par l'Initiative des communautés accueillantes. La présentation du Réseau du Nord a permis aux différents partenaires locaux de prendre connaissance de notre rôle et de notre spécificité ainsi que de l'importance que nous accordons au partenariat et à la concertation des efforts sur le terrain.

## Destination Canada



L'édition 2010 de Destination Canada doit avoir lieu en novembre à Paris et à Bruxelles, suivie d'une activité de recrutement en Tunisie. Pour y assurer une participation des employeurs du Nord, le Réseau du Nord a communiqué avec divers établissements dans sa région, en plus de déployer des efforts promotionnels sur le reste du marché nord-ontarien des employeurs. Le Réseau du Nord a également participé à une session d'information le 13 septembre 2010, à Toronto, pour discuter des possibilités de recrutement. Cette session, dans le cadre de Destination Canada, relève du ministère du Développement économique et du Commerce ainsi que de Citoyenneté et Immigration Canada – Région de l'Ontario.

## Nouvelles du Réseau de l'Est de l'Ontario

Depuis 2007, l'équipe du Réseau de soutien à l'immigration francophone est à l'œuvre dans trois régions de l'Est de l'Ontario : Ottawa, Cornwall et Kingston. Son travail de coordination consiste à encourager les partenariats entre les organismes locaux, tout en respectant la dynamique et le rythme qui leur sont propres. Au cours des dernières années, le Réseau a ainsi réussi à développer divers partenariats, soit l'un avec la coopérative Franco-Présence, à Ottawa, pour la programmation d'activités socioculturelles, un autre avec La Cité collégiale pour promouvoir les métiers de la construction auprès des immigrants et un troisième avec l'Université de Guelph-Campus d'Alfred pour faire la promotion des métiers en milieu rural à Cornwall. Un autre effort de partenariat a mené à l'organisation d'une session d'information pour immigrants, à Kingston, en vue de promouvoir les métiers dans le domaine de l'hôtellerie.

Pour l'année 2010-2011, le Réseau de l'Est poursuit différents projets, dont une étude sur l'immigration francophone à Kingston, Cornwall et dans les comtés de Stormont, Dundas, Glengarry et Prescott-Russell. Cela permettra à nos partenaires fournisseurs de services auprès d'immigrants francophones de mieux cerner les défis à relever ainsi que les pistes de solution pour améliorer l'accueil et la rétention des nouveaux arrivants. D'autre part, un répertoire des organismes offrant des services en français à Cornwall sera produit; des soirées Franco-bistro sont également prévues afin de favoriser les échanges culturels entre la communauté d'accueil et les nouveaux arrivants.

Les efforts de coordination du Réseau s'étendent à d'autres niveaux et sphères. Il y a notamment notre participation active aux tables de concertation des Partenariats locaux en immigration (PLI) des villes d'Ottawa, de Kingston, de Belleville et de Peterborough. Le Réseau siège également à différents comités et conseils d'administration de certains organismes membres, en plus de participer à diverses activités culturelles

organisées par ces derniers ainsi qu'à des activités visant à encourager l'employabilité des immigrants.

*Les personnes immigrantes d'expression française qui s'établissent dans une communauté francophone en situation minoritaire doivent affronter plusieurs défis : elles doivent s'adapter à un nouveau pays, s'intégrer dans une nouvelle communauté d'accueil, se loger et se trouver un emploi, le plus grand des défis en terre d'accueil. Dans certaines villes desservies par le Réseau de l'Est, il y a un besoin évident de sensibiliser les employeurs à l'importance d'attirer et d'embaucher des immigrants qualifiés et de les retenir, et ce afin de stimuler le développement et la croissance économiques de la province et du pays.*

Le travail du Réseau est une œuvre de longue haleine exigeant vision, patience et compréhension. Soutenir l'immigration francophone en situation minoritaire est une mission qui s'accomplit au quotidien avec la confiance, la conviction et le concours de partenaires locaux francophones et anglophones. C'est aussi un travail de collaboration entre le Réseau, les différents paliers de gouvernement et les communautés d'accueil de l'Est de l'Ontario.

### Matière à réflexion

Cinq nouveaux rapports publiés cette année par la Fondation Trillium de l'Ontario révèlent les tendances démographiques qui caractérisent la communauté francophone d'aujourd'hui à Toronto et dans différentes régions de l'Est, du Nord-Est et du Sud-Ouest de l'Ontario. En voici quelques faits saillants.

- ▶ La communauté francophone se diversifie. À Toronto, elle reflète de plus en plus la diversité propre à cette ville alors qu'un francophone sur trois appartient à une minorité visible. Cette proportion est de 9 % dans Champlain et de 6,8 % dans le Sud-Ouest de la province.
- ▶ La population francophone du Nord-Est et du Sud-Ouest diminue et fait face à des défis uniques en raison du vieillissement de sa population et parce qu'elle compte proportionnellement moins d'enfants et de jeunes.
- ▶ Située dans l'Est de l'Ontario, la région de Champlain est le lieu de résidence de la plus importante communauté francophone de la province – plus d'un quart de million de personnes. Les francophones y gagnent un peu plus que l'ensemble de la population et il existe un écart de revenu important chez les francophones de minorité visible.
- ▶ Bien qu'elle représente un faible pourcentage de la population torontoise totale, la communauté francophone de Toronto compte 53 000 membres et, à ce titre, est l'une des plus importantes en Ontario.
- ▶ Plus des deux tiers des francophones de la province utilisent le français au travail. Dans Champlain, cette proportion est passablement plus élevée, à savoir 86,4 %.



## Nouvelles du Réseau du Centre-Sud-Ouest

### Intégration socio-économique : la grande priorité

Dans son plan d'action 2010-2011, le Réseau de soutien à l'immigration francophone du Centre-Sud-Ouest (Réseau du CSO) a réservé une place de choix au soutien d'initiatives économiques porteuses. Le Réseau privilégie tout particulièrement celles qui bâtissent un pont entre l'entrepreneuriat et la création d'emplois, en solidarité avec la communauté, et qui favorisent l'intégration économique d'immigrants francophones ou encore l'amélioration de leurs conditions de vie.

Dans cette édition de FOCUS, le Réseau du CSO présente, sous la rubrique du développement économique communautaire, trois projets actuellement en cours. Ces projets sont le fruit d'un travail exceptionnel de collaboration et de partenariat entre immigrants francophones et organismes communautaires, avec l'appui du Réseau du CSO et du RDÉE Ontario. Il s'agit du Jardin agricole du Niagara, de la Coopérative la Samaritaine et de la Coopérative de couture COUMO.



### Jardin agricole du Niagara

Cette initiative a débuté en juillet 2009 sous la forme d'un projet pilote appelé « projet de jardin communautaire ». Au départ, les responsables du projet poursuivaient un triple objectif, à savoir :

- ▶ démontrer la faisabilité d'un projet agricole inusité dans la région du Niagara menant à la production de légumes tropicaux d'origine africaine;
- ▶ offrir aux immigrants et aux nouveaux arrivants l'occasion de mettre en pratique leurs compétences dans le domaine de l'agriculture;
- ▶ aboutir, d'une part, à la création d'une coopérative agricole pour les immigrants et les nouveaux arrivants et, d'autre part, à une coopérative de distribution de produits alimentaires exotiques gérée par les femmes immigrantes francophones membres de la solidarité des femmes immigrantes francophones du Niagara (SOFIFRAN).

Les résultats qui ont découlé de ce projet pilote ont confirmé la faisabilité d'une telle entreprise dans la région du Niagara. Le projet passe donc à la seconde phase, soit celle de produire et de commercialiser ces légumes. Pour ce faire, les efforts seront concentrés sur la mise en marché, le marketing et la vente de légumes dans les communautés consommatrices de ces produits. Des activités promotionnelles de démonstration culinaire et de dégustation seront également organisées pour introduire ces nouveaux produits alimentaires sur les marchés locaux et régionaux. À ce stade, le projet carbure littéralement à l'enthousiasme des participants qui nourrissent de grandes ambitions en la matière.

Ajoutons que, pour les besoins de la seconde phase, le groupe détient une parcelle de terrain, en plus d'une serre dans la ville de Welland (gracieuseté d'une fermière). Par ailleurs, suivant une demande de financement déposée auprès de la Fondation Trillium de l'Ontario avec l'appui technique du RDÉE Ontario, un financement a été accordé pour la gestion administrative du projet. Cette gestion a été confiée au Club 2000 Niagara; une coordonnatrice a d'ailleurs été embauchée. Des ateliers de formation sont actuellement en voie de développement.

*« Ces récents rapports sont un outil essentiel pour maximiser l'effet de nos subventions. Ces données nous permettent d'être stratégiques dans l'allocation de nos fonds et l'établissement de nos priorités et ainsi de mieux appuyer les communautés de l'Ontario. Nous sommes heureux d'avoir pu nous servir des données tirées du long questionnaire de recensement de Statistique Canada. Notre Fondation tout comme les collectivités et le secteur bénévole de la province comptent sur cette source d'information unique sur les populations, les langues, l'emploi, le revenu et la scolarité au niveau des communautés. »*

- L. Robin Cardozo  
Chef de la direction  
Fondation Trillium de l'Ontario



**Coopérative de couture COUMO**

COUMO est une initiative de femmes immigrantes d'origine africaine qui vivent à Burlington, dans la région de Halton.

Dans leur pays d'origine, ces femmes travaillaient dans l'industrie de la mode et du vêtement. Au début, lorsqu'elles sont arrivées au Canada, elles ont exercé des métiers de transition, question de gagner leur vie. Mais depuis, elles ont pris leur destin économique en main en créant une coopérative de couture leur permettant d'exercer pleinement leurs talents.

Bien qu'il y ait encore loin de la coupe aux lèvres, ce groupe est déterminé à parvenir à ses fins avec l'appui du Réseau du CSO et l'encadrement technique du RDÉE Ontario. D'ailleurs, COUMO s'est vu accorder une subvention par la Fondation Trillium de l'Ontario en vue de réaliser une étude de marché. Cette étude est actuellement en cours et devrait conduire à l'élaboration d'un plan d'affaires.

Au rythme auquel le projet se développe, la région de Halton aura assurément sa première coopérative, et il y a toutes les raisons de s'en réjouir. La Coopérative stimulera la création d'emplois par, pour et avec des immigrants,

en plus de générer des revenus. Cela favorisera le mieux-être des communautés. À titre de modèle de développement économique communautaire, l'initiative est fort prometteuse puisqu'elle pourrait encourager d'autres à en faire autant et à croire en leurs capacités entrepreneuriales.

**Coopérative la Samaritaine**

Dans la région de Peel du Grand Toronto, la Coopérative la Samaritaine, avec la collaboration active du Réseau du CSO, est en voie de réaliser un projet de ferme agricole (jardin communautaire). On y cultive du persil, des oignons, des tomates ainsi que le « calalou », un légume fort consommé en Afrique, aux Antilles et dans les Caraïbes.

Cet important projet permettra d'intensifier la mobilisation communautaire sous la bannière du développement économique communautaire et de lier directement la Coopérative à ses consommateurs membres et aux non-membres. L'entreprise générera un revenu supplémentaire ou de base, selon le cas, et permettra à ses travailleuses de développer des compétences dans la vente de produits exotiques et, en temps et lieu, de transférer savoir et savoir-faire à la relève de la communauté ethnoculturelle.

À l'heure actuelle, la Coopérative détient une parcelle de terrain dans la banlieue de Brampton. Une campagne de recrutement est en cours pour constituer l'équipe féminine qui pilotera le projet agricole. Le Réseau du CSO s'est engagé à fournir les outils et les semences pour la première phase, tandis que l'encadrement administratif et technique du projet seront assurés par le RDÉE Ontario et le Conseil des coopératives de l'Ontario (CCO).

**Des projets porteurs d'avenir**

Ces projets renferment un très grand potentiel et témoignent du dynamisme des personnes immigrantes francophones vivant dans le Centre-Sud-Ouest. Le Réseau du CSO, en collaboration avec ses partenaires, dont le RDÉE Ontario, continuera d'appuyer ce genre d'initiatives qui sont rendues possibles grâce, notamment, à l'appui financier de la Fondation Trillium de l'Ontario.

